N1: Saint-Thomas tombe à Saint-Quentin

ENARMANDIE

Lundi 10 juin 2019

www.paris-normandie.fr

1,40 €

SEINE-MARITIME

Retrouvé mort dans sa voiture en feu

PAGE 11

PORT-JÉRÔME-SUR-SEINE · MONTIVILLIERS

HONFLEUR .



ST-ROMAIN-DE-COLBOSC



Les familles au rendez-vous de la Fête du cirque

P. 6

MONDIAL FÉMININ

Belle ambiance pour le premier match au Stade Océane

P. 32

BOIS-DE-BLÉVILLE

Coin des pipelettes et scène ouverte pour la fête de quartier

P. 4

PARC MASSILLON



Top départ pour la mise en couleurs du terrain de football

P. 3

Santé: les services d'urgence sont au bout du rouleau

Le SOS des urgentistes

- Les services d'urgence français se mobilisent contre le manque de personnel et de moyens appelant à des mobilisations massives tout en cherchant à préserver les patients.
- Dans l'Eure, comme ailleurs, un syndicaliste pointe les problèmes que rencontrent les équipes d'urgence au quotidien.
- La ministre de la Santé, Agnès Buzyn, a présenté une série de mesures qui n'ont pas convaincu les principaux intéressés.

ans les salles d'attente des urgences des hôpitaux d'Évreux et de Vernon, l'attente s'étire et semble interminable pour les patients présents. La scène est trop classique désormais. Et surtout, elle se répète dans presque tous les services d'urgence français. Personnel soignant et paramédical épuisé, matériel manquant... Les urgences françaises tirent la sonnette d'alarme depuis des années. Désormais, le point de rupture semble atteint : « On ne devient pas soignant par plaisir, mais par vocation, juge Jérôme Pineau. Jusqu'ici, les services tenaient grâce à cet état d'esprit. Mais, aujourd'hui, on ne peut plus soigner les gens! »

« On ne va plus se taire »

Secrétaire général CGT santé au sein de ces deux hôpitaux eurois, il assiste, comme ses homologues des autres départements, à la dégradation des conditions de travail. « Des lignes de structure mobile d'urgence et de réanimation (Smur) ferment faute de médecin, des lits sont supprimés dans les hôpitaux engorgeant les urgences qui ne peuvent pas envoyer les patients dans les services adaptés après leurs prises en charge... Et je ne parle pas, comme on a pu le voir dans des hôpitaux tel que La Salpêtrière à Paris, du matériel vieux, voire obsolète, que le personnel doit utiliser! »

Chaque territoire à ses spécificités. Dans l'Eure, le syndicaliste constate ainsi l'effet domino dû à la pénurie de généralistes : « En dix-huit ans à l'hôpital, j'ai vu nettement l'évolution : maintenant, passé 17 h, il n'y a



Les services d'urgence saturent et les personnels attendent des moyens à la hauteur pour répondre aux besoins en hausse : en France, le nombre de patients pris en charge aux urgences est passé de 10 millions en 1996 à 21 millions en 2016. (photo Paris Normandie/Boris Maslard)

pratiquement plus de réponse des généralistes et nous avons un afflux de bobologie aux urgences qui saturent. » Un numéro de téléphone – le 116-117 – a bien été mis en place pour contacter un médecin généraliste de garde rapidement « mais c'est un dispositif assez récent. Et ça ne vient pas pallier le manque de personnel aux urgences », pointe encore Jérôme Pipeau

Pour le cégétiste, il manque au moins « une infirmière d'accueil et d'orientation et une infirmière de jour ». Et encore, la situation est moins tendue qu'elle ne l'était en 2018 : « Nous avions fait grève et obtenu un poste d'infirmier supplémentaire. Et du matériel, mais il n'a pas tenu la route. C'était un peu du rafistolage », regrette-t-il. La semaine dernière, le personnel s'est mis en grève, à l'appel de l'intersyndicale. Un mouvement symboli-

que de cinq minutes, visant à interpeller des pouvoirs publics déjà bien au courant de la situation.

La ministre de la Santé Agnès Buzyn a finalement réagi et proposer quelques pistes d'amélioration, mais cela est loin de satisfaire le collectif Inter-Urgences (soutenu par les syndicats CGT, Sud, Force ouvrière et l'Association des médecins urgentistes de France). « 70 euros net en plus... C'est insuffisant. On ne demande pas des salaires exorbitants, mais à être rémunérés à la valeur de notre travail. Et, surtout, que l'on prenne en compte le manque de personnel. » Début juin, à l'hôpital Lariboisière à Paris, des soignants et des équipes paramédicales ont été réquisitionnés pour retourner travailler aux urgences. En Normandie, cet extrême, qui a provoqué un tollé, ne s'est pas produit : « Mais combien de collègues reviennent sur leurs repos ou décalent leurs vacances pour que les services tournent? Combien craquent et sont en arrêt maladie? », interroge Jérôme Pineau. Une nouvelle action, inscrite dans l'appel national, est organisée le 11 juin. Pour obtenir de vraies réponses et contre la loi de Santé 2022 et la réforme de la fonction publique. Car, avec tous ses problèmes, les équipes médicales - urgentistes ou non - disent assister à la casse du service public. Et déplorent une marche forcée vers la privatisation de la santé. « Pendant longtemps, ça a été "Soigne et tais-toi!" On l'a fait. Maintenant, on ne peut plus soigner. On ne va plus se taire », prévient Jérôme Pineau.

ANTHONY QUINDROIT

a. quindroit@presse-normande.comPhasellus interdum

A « STRATÉGIE D'ENSEMBLE » D'AGNÈS BUZYN

Contrainte de réagir après plus de deux mois de crise des urgences hospitalières, la ministre de la Santé Agnès Buzyn a promis, jeudi 6 juin, une « stratégie d'ensemble » pour refonder le secteur, sans satisfaire les personnels qui ont manifesté à Paris. « Les urgences sont en détresse, je le sais », avait précédemment déclaré la ministre lors d'une visite aux urgentistes réunis en congrès à Paris.

Consciente de la « colère » et du « découragement » de la profession, Mme Buzyn a annoncé avoir confié une mission au Conseil national de l'urgence hospitalière (CNUH) et au député (LREM) Thomas Mesnier pour « adapter nos urgences aux nouveaux besoins ». Celle-ci devra aboutir à un rapport à l'automne, à l'issue d'une concertation incluant médecins et paramédicaux.

D'ici là, la ministre entend activer plusieurs leviers pour répondre au mécontentement exprimé par le mouvement de grève démarré mi-mars à Paris et étendu depuis à 80 services en France, selon l'Inter-Urgences, qui réclame des hausses salariales de 300 euros net par mois et plus d'effectifs. La ministre a ainsi souhaité, sans donner de chiffre ni annoncer de budget supplémentaire, « que l'on accompagne sur un plan financier, plus directement et plus spontanément, les établissements qui font face à un surcroît d'activité et à des afflux exceptionnels ».

Pour les personnels paramédicaux, la ministre s'est engagée à inciter les hôpitaux à « mobiliser plus largement » une prime de risque existante, de près de 100 euros brut par mois. Elle a aussi promis l'instauration d'une prime de coopération pour les soignants à qui les médecins délégueront certaines tâches. « Nous demandons plus de personnel, on nous répond qu'il faut assumer des fonctions supplémentaires », s'agace Jérôme Pineau, le syndicaliste de l'Eure.